

Anthropologie et Sociétés



Philippe ADAIR : L'économie informelle (figures et discours), Éditions Anthropos, Paris, 1985, 180 p., annexe, biblio., index.

Christine Godin

Indiens, paysans et femmes d'Amérique latine
Volume 11, Number 2, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006430ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006430ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Godin, C. (1987). Review of [Philippe ADAIR : L'économie informelle (figures et discours), Éditions Anthropos, Paris, 1985, 180 p., annexe, biblio., index.] *Anthropologie et Sociétés*, 11 (2), 163–165. <https://doi.org/10.7202/006430ar>

prouvé pour autant. Pour éviter un piège « politique » ne nous précipitons pas dans un autre piège, insondable celui-là.

La théorie de la culture a de beaux jours devant elle puisque l'anthropologie marxiste hésite encore entre Théorie et Histoire.

Jean Copans
Centre de recherche, d'échanges
et de documentation universitaire
Nairobi

Philippe ADAIR : *L'économie informelle (figures et discours)*, Éditions Anthropos, Paris, 1985, 180 p., annexe, biblio., index.

« À l'économie en crise répond la crise de l'économie » (comme discipline des sciences sociales) (p. 40). L'économie informelle en tant que sujet de réflexion apparaît bien appropriée pour procéder à un examen critique des discours théoriques. Le contexte de croissance ralentie, qui prévaut dans l'ensemble des sociétés occidentales et depuis 1974 en France, incite les chercheurs à considérer des « formes cachées de la production et de l'échange qui échappent à la mesure sinon à l'analyse de l'économiste » (p. 9). Les études qui en découlent entrevoient le rôle du secteur informel selon différents axes. Ces pratiques agissent en amortisseur de la crise (p. 10). Elles renferment les principes de structuration d'un système économique dualiste, basé sur une relation de complémentarité entre l'officiel et l'occulte (p. 149). Plus encore, elles mettent de l'avant des modèles « alternatifs » qui servent de contrepois aux carences de l'État-providence (p. 10).

Philippe Adair amorce son évaluation critique en situant la spécificité du secteur informel à travers « les formes » et « les espaces » de trois « procès institutionnalisés » : le travail noir, l'autoproduction et l'entraide. Les critères retenus laissent percevoir le lien avec l'analyse économique, à savoir : « modes de régulation, cadres institutionnels, licéité de l'activité et nature de l'opération économique » (p. 19). La typologie présentée au chapitre 1 repose aussi sur les définitions substantives des concepts de réciprocité, de redistribution et d'échange, telles que développées par les anthropologues K. Polanyi et M. Sahlins. Ces emprunts permettent de déborder du cadre strictement monétaire et ainsi d'« éviter l'impasse du réductionnisme de l'informel au formel » (p. 14). Ces deux formes d'économie se chevauchent sans toutefois se confondre.

En parcourant les démarches analytiques et les modes de mesure auxquels recourent les économistes ou les statisticiens, Philippe Adair en vient, au chapitre 2, à questionner certains fondements et les conclusions qui s'ensuivent. Les différentes interprétations s'inscrivent à l'intérieur de la théorie néo-classique qui privilégie des approches micro-économiques, centrées sur « le double postulat de souveraineté et de rationalité » de l'*homo oeconomicus*.

Le critère du gain monétaire appliqué dans un contexte « d'accroissement du chômage indemnisé » et de « hausse des prélèvements obligatoires » justifierait la prolifération du travail noir (p. 43). Les démonstrations s'élaborent autour des notions suivantes : le chômage volontaire, la segmentation du marché du travail, le seuil tolérable de la charge fiscale, et le salaire comme équivalence du travail fourni.

Un comportement raisonné se trouve aussi à la base de l'autoproduction réalisée dans un cadre domestique. La famille cherche à « maximiser la satisfaction de l'usage des biens » acquis, compte tenu de « la contrainte du budget » (p. 63). Pour ce faire, elle dispose d'une « fonction de transformation » (p. 66). En situation d'augmentation des prix, « l'effet de revenu » se confronte à « l'effet de substitution » (p. 63). Une autre interprétation du travail domestique et de l'autoproduction utilise le critère de *rareté* et le *temps* comme « ressource la plus rare » (p. 67). Ainsi, « la fonction d'utilité » renvoie aux biens finaux conçus par le ménage, c'est-à-dire les « biens marchands et le temps domestique nécessaire à la production » (p. 69).

Toujours dans le but d'appréhender l'économie informelle à partir d'un cadre comptable, les modes de mesure macro-économiques s'appuient sur des définitions rigides émises par des organismes gouvernementaux (l'OCDE, en France). La lecture qui en est faite procède de quatre démarches : la divergence revenu-dépense, la vérification fiscale, les agrégats monétaires et l'offre de travail implicite (p. 80).

Ici, le travail domestique est appréhendé à travers l'étude de « la consommation élargie » (p. 90). L'entraide se voit exclue du secteur informel puisqu'elle concerne surtout « des échanges non monétaires dont la fonction symbolique ne saurait être simplement assimilée, même par convention, à une transaction économique » (p. 76).

Globalement, les modes de mesure et les interprétations néo-classiques « saisissent mal l'articulation des diverses activités informelles au regard de la régulation dominante de la monnaie » (p. 112)¹. Bien qu'il existe une « connexion profonde » entre l'économie marchande et le secteur informel, celui-ci ne traduit pas la rationalité fictive de *l'homo oeconomicus*, ni dans les modalités d'exécution des pratiques ni dans leurs finalités. De plus le travail noir, l'autoproduction et l'entraide occupent un rôle structurel et non un rôle contextuel lié à la crise.

La contribution de Philippe Adair devient davantage explicite au troisième chapitre. En orientant sa réflexion sur les dimensions sociologiques de l'économie informelle, il pallie aux faiblesses et aux limites du « paradigme économique » en restituant, dans un premier temps, « la valeur symbolique du faire et de l'échange ».

Le concept d'autonomie permet de saisir le travail noir et l'autoproduction à partir des motivations des acteurs. Par exemple, le double emploi révèle la quête d'un revenu supplémentaire mais aussi le souci d'échapper à « la condition salariée assimilée » en offrant des services personnalisés à des tiers. Même d'une manière intermittente, l'individu acquiert le statut de travailleur indépendant. L'autoproduction rappelle les liens d'obligation qu'instituait « l'économie vernaculaire » au sein des familles paysannes. Elle développe le caractère créatif de la valeur d'usage.

La convivialité est le concept choisi pour appréhender l'entraide. Ce troisième procès « révèle à la fois de l'échange interpersonnel (la réciprocité du don-contre-don) et de la redistribution à l'échelle d'une communauté (réseaux locaux), voire de la solidarité intercommunautaire (associations bénévoles) » (p. 122). La convivialité exprime de son côté « un désir d'intégration sociale » dont les diverses formes de sociabilité affirment avant tout des styles de vie axés sur la distinction. S'instaurent « une tendance centrifuge qui se manifeste par un mouvement de retrait hors de la sphère du (macro-) social [et] un essor des tentatives de recomposition d'un tissu social plus dense et plus topique » (p. 114). À la logique de *l'avoir*, de l'individuel et de la conformité est substituée une logique de *l'être*, du collectif et de la différence (p. 124).

Dans le prolongement de cette nouvelle logique, Philippe Adair montre, dans un deuxième temps, « que la pluralité des usages de l'informel recoupe la pluralité des groupes sociaux qui y recourent » (p. 12). Cette capacité d'associer des acteurs à des pratiques précises s'effectue à partir de stratégies. La première ramène les activités à « des substituts contraints », résultats d'une modification ou de la

¹ Ceci malgré la tentative d'une représentation dynamique, proposée par J. Gershuny, « L'économie informelle », *Futuribles*, no 24, 1979.

rigidité du statut. Ainsi, l'autoproduction concerne davantage « *les exclus de la sphère du travail marchand* », soit les chômeurs, les femmes et les retraités (p. 127). La deuxième stratégie renvoie à divers modèles de marginalité, développés par des personnes situées « à la lisière du marché et de l'État ». On retrouve ici « les rentiers provisoires », « les artistes », « les délinquants » et « les utopistes ». Sous chaque qualificatif se dessinent des profils d'existence fort variés dans la manière de recourir à l'entraide.

L'intérêt de la démarche de l'auteur se découvre dans la compréhension qu'il donne du secteur informel, par delà son caractère économique. C'est peut-être, comme le conclut Philippe Adair, « *la revanche*, somme toute rassurante, que prend *la société civile sur l'hétéronomie* » (p. 152).

Christine Godin
Département d'anthropologie
Université Laval